

Imposer les riches

Partage international n° 278 - Octobre 2011

Un groupe de riches allemands, les *Vermögende für eine Vermögensabgabe* (les riches pour un prélèvement sur le capital), ont appelé leur gouvernement à repenser sa politique fiscale et à augmenter de 5 % les impôts des riches. « *Aucun d'entre nous ne joue dans la même division que Buffett ou Bettencourt*, a déclaré le fondateur, Dieter Lehmkuhl, médecin à la retraite avec un actif de 1,5 million d'euros. *L'essentiel de nos richesses est héréditaire. Et nous avons plus d'argent que nous en avons besoin.* »

Les plus riches allemands sont actuellement imposés au taux maximum de 42 % et le groupe affirme qu'il serait possible de récupérer 100 milliards d'euros en augmentant de 5 % leurs impôts sur la fortune pendant deux ans. « *Je voudrais dire à la chancelière Merkel que face aux problèmes financiers de l'Allemagne, à notre dette publique, la réponse ne consiste pas à réaliser des réductions budgétaires qui toucheront de façon disproportionnée les plus pauvres, mais d'imposer les plus riches*, a déclaré D. Lehmkuhl. *Nous entendons toujours parler d'économies budgétaires, mais jamais d'augmentations d'impôt. Pourtant les hausses d'impôts sont un moyen de sortir de ce pétrin.* »

En Italie, le milliardaire Luca di Montezemolo, président de Ferrari, a également proposé d'augmenter les impôts des riches, à condition que le gouvernement de Silvio Berlusconi engage un vaste programme de réformes. Il veut voir le gouvernement récupérer des fonds en vendant des biens publics et en réduisant les avantages des politiciens choyés de l'Italie.

En Espagne, on signale que le gouvernement socialiste envisage la réintroduction d'un impôt sur la fortune abandonné il y a trois ans, s'ils remportent les élections de novembre 2011.

Et aux Etats-Unis, le magnat d'affaires Warren Buffett, investisseur de renom et un des

hommes les plus riches du monde, a défrayé la chronique avec un courrier paru dans le *New York Times* affirmant que les milliardaires étaient sous-imposés. Il a indiqué avoir été imposé l'an dernier à hauteur de 17,4 % de son revenu imposable, taux inférieur à celui payé par toutes les personnes qui travaillent dans son bureau. La charge fiscale moyenne pour son personnel de bureau était de 36 %.

Il a expliqué que cette disparité n'était pas due au fait qu'il avait cherché à tirer avantage des failles fiscales, mais à un système d'imposition favorisant ouvertement les riches. Les personnes à revenu moyen et faible supportent le poids des impôts par le biais des cotisations sociales prélevées sur leur salaire. Mais les cotisations sociales étant plafonnées, les riches sont quasiment exemptés de contribution pour les programmes publics de retraite, la Sécurité sociale et l'assurance maladie des personnes âgées. Il propose de doubler le plafond en question.

W. Buffett répond aux nombreux arguments soulevés par les conservateurs au sujet des dangers de taxer les riches. Il estime absurde de dire que l'augmentation des impôts découragerait les investissements, notant qu'entre 1976 et 1977 où le taux d'imposition des plus-values était de 39,9 %, les gens n'ont pas hésité à investir. Quant à l'argument selon lequel des taux d'imposition plus élevés nuiraient à la création d'emplois, il souligne qu'il y a eu près de 40 millions d'emplois créés aux Etats-Unis entre 1980 et 2000 alors que depuis, avec des taux d'imposition plus bas, il y a eu bien moins de création d'emplois.

W. Buffett réclame des ajustements du taux d'imposition suffisants pour avoir un impact majeur sur la santé de l'économie : « *Mes amis et moi avons été assez longtemps dorlotés par un Congrès favorable aux milliardaires. Il est temps que notre gouvernement envisage sérieusement le partage des sacrifices.* »

Sources : The Guardian, G.-B. ; New York Times, Reformer.com, Etats-Unis

Thématiques : [politique](#)

Rubrique : Tendances